

# AUCUNE CRISE SANITAIRE NE JUSTIFIE LES VIOLENCES POLICIÈRES

Communiqué de l'Union Locale Solidaires de la Ville d'Aubervilliers

Union locale  
sud Solidaires  
Aubervilliers  
Union syndicale  
contact@solidaires-aubervilliers.org

Jeudi 19 mars 2020, au 3ème jour du confinement annoncé par M. Macron, une jeune femme albervillarienne a été violemment interpellée par 7 policiers. Poussée à terre, frappée, insultée, tazée, et mise en cellule pour une heure, sous les yeux de son petit frère, l'intervention lui aura valu 5 jours d'I.T.T (séquelles psychologiques et physiques: trauma épaule gauche et poignet droit, des hématomes et des douleurs de la cuisse gauche). Elle était en train faire des courses pour son nourrisson.

Cette arrestation n'est qu'un des exemples de ce qui se passe aujourd'hui dans nos quartiers. L'ensemble de la population albervillarienne, y compris les très jeunes enfants, est confrontée quotidiennement aux violences policières, et leurs auteurs agissent en toute impunité.

**Nous ne sommes pas tou·te·s égales face au confinement.** À Aubervilliers, beaucoup de familles se retrouvent coincées dans des appartements trop petits, quand elles ont un toit. Un certain nombre d'entre elles n'ont plus de revenus. D'autres sont obligé·es d'aller travailler malgré le virus. Les personnes sont contraintes à des heures de queue devant les bureaux de poste pour retirer leur revenu hebdomadaire.

Alors, oui, l'urgence sanitaire nécessite le moins de mouvement de population possible. Dans ce cas, **le gouvernement aurait dû décréter la fermeture de toutes les entreprises non immédiatement essentielles** - et notamment l'ensemble du BTP dans lequel on retrouve beaucoup d'albervillarien·nes – en assurant à tou·tes **un revenu minimal inconditionnel permettant de vivre décemment.** À la place, le gouvernement a choisi le maintien de la production et des profits, ainsi que de donner les pleins pouvoirs sur nos déplacements dans l'espace public à une police qui agissait déjà largement impunément.

**La crise sanitaire ne peut être utilisée comme un prétexte à l'accroissement des violences policières que sont contraint·es de subir les habitant·es d'Aubervilliers. Nous condamnons vivement ces violences. Et nous demandons :**

- la fermeture immédiate de toutes les unités de production non-essentiels pour résoudre la crise sanitaire,
- l'arrêt des contrôles policiers,
- la suspension des loyers, des factures d'eau, d'électricité et de gaz.
- la prise en charge collective du confinement par des actes de réquisition de logements vides, de centre de colonies de vacances...
- le versement automatique de tous les minima sociaux
- des distributions alimentaires
- la prise en charge à 100 % du salaire en chômage partiel
- le report des jours d'indemnisation du chômage
- des mesures exceptionnelles de prise en charge des mineur·es
- la libération des personnes incarcérées en Centre de Rétention Administrative
- le maintien des lignes téléphoniques et internet
- une communication prenant en compte les personnes en situation de précarité